

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Band: 24 (2019)

Artikel: Entre négociations et expérimentations : les musées d'ethnographie et
la décolonisation

Autor: Laville, Yann / Mayor, Grégoire / Wastiau, Boris

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007137>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 07.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ENTRE NÉGOCIATIONS ET EXPÉRIMENTATIONS: LES MUSÉES D'ETHNOGRAPHIE ET LA DÉCOLONISATION

Entretien avec Yann Laville et Grégoire Mayor (MEN) et Boris Wastiau (MEG)

Interview: *Marie-laure Allain Bonilla, Fiona Siegenthaler*

Abstract

BETWEEN NEGOTIATIONS AND EXPERIMENTS: ETHNOGRAPHIC MUSEUMS AND DECOLONIZATION
A Conversation with Yann Laville and Grégoire Mayor (MEN) and Boris Wastiau (MEG)

Mots-clés: *Suisse, collection coloniale, artefact, provenance, exposition*
Keywords: *Switzerland, colonial collection, artefact, origins, exhibition*

Le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) et le Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN) ont subi des transformations majeures ces dernières années. Le MEG s'est vu pourvoir de nouveaux espaces d'exposition offrant à Boris Wastiau, son directeur nommé en 2009, l'occasion de reconsidérer les collections. Le MEG a été récompensé par le prestigieux Prix du Musée européen 2017, particulièrement pour son engagement à envisager la diversité et pour la documentation en ligne de ses collections. De son côté le MEN, également en reconstruction, est, depuis mai 2018, sous la direction de Yann Laville et Grégoire Mayor, déjà conservateurs au MEN sous le mandat de leur prédécesseur Marc-Olivier Gonseth. Ils poursuivent sa programmation innovatrice interrogeant des sujets socioculturels contemporains régionaux, nationaux et globaux.

Ce moment de transformations offre une opportunité de discuter la notion de «musée décolonial»: quel serait-il idéalement, et dans quelles mesures les musées d'ethnographie abordent cet idéal en pratique?¹

L'idée d'un musée d'ethnographie dit «décolonial»

Marie-laure Allain Bonilla et Fiona Siegenthaler: Si on a souvent parlé d'un musée dit «post-colonial» dans les années 1990, et que cela a été largement étudié dans le contexte des musées d'ethnographie, on sait moins ce que serait l'idée d'un musée d'ethnographie dit «décolonial», un terme que l'on entend beaucoup dans le contexte de l'art contemporain aujourd'hui.

¹ Entretien réalisé le 7 juin 2018 au Musée d'ethnographie de Genève.

Pouvez-vous nous donner une définition de ce que serait un «musée d'ethnographie décolonial» et de ce que pourrait être un cahier des charges idéal?

Boris Wastiau: Je ne dirais pas «décolonial» mais «décolonisé». Pour moi, il s'agit d'un musée qui se préoccupe de l'héritage colonial dans ses pratiques et concepts, autant qu'il se préoccupe des rapports de force hérités et des non-publics qui voient en lui la perpétuation du colonialisme. Dans ce sens où je me rends compte de l'importance de l'héritage colonial dans un certain nombre de domaines, que ce soit notre champ disciplinaire, dans la pratique muséographique ou dans la manière de collaborer, avec notamment des artistes.

Grégoire Mayor: Nous sommes aussi un musée d'ethnographie à Neuchâtel, et nous devons accepter cette histoire qui fait partie de celle de l'institution. Nous l'interrogeons à travers les pratiques de collectes: comment ces collections sont-elles arrivées chez nous? Qui les a collectées? Quelles furent les logiques de prédation à l'œuvre? Cela fait partie de notre travail de mettre en lumière le fait colonial. Même en Suisse, pays qui n'était pas une puissance coloniale mais où les banques, les marchands ont aussi profité des puissances coloniales. Que les gens rejettent l'étiquette même de «musée d'ethnographie» et tournent les talons, cela fait partie du débat. Nous devons problématiser les questions d'inégalités, en interrogeant des phénomènes sociaux contemporains, pour entrer dans une réflexion sur le passé à partir du présent et essayer de comprendre où se situe le colonialisme aujourd'hui.

Yann Laville: Le problème du post-colonialisme est de s'enfermer dans une réflexion autour du passé, de la dette, de la culpabilité. Ce qui s'esquisse avec ce changement de terme «décolonial», c'est de voir ces enjeux se perpétuer. Nous devons être capables de traiter des thématiques d'actualité et d'envisager le musée comme une plateforme qui permet de parler au présent. Notre ambition n'est pas de résoudre les problèmes de l'époque coloniale, ce serait ambitieux, mais d'apporter des éléments de réflexion par rapport à certains de ces problèmes qui perdurent encore aujourd'hui.

F.S.: Les penseurs et penseuses qui réfléchissent au décolonial font une différence entre la postcolonie et la décolonie, et il me semble que beaucoup de musées sont toujours dans un discours postcolonial. Plus préoccupés par leur propre histoire et leur responsabilité, ils ne se tournent pas vraiment vers l'extérieur. Le discours décolonial va au-delà. Comment les musées dépassent-ils cette autocritique autour de l'histoire de leurs collections et comment mettent-ils en œuvre une politique culturelle davantage plurivocale?

G.M.: C'est pour cela que nous réaffirmons notre intérêt de travailler une thématique anthropologique du présent. Nous ne sommes pas uniquement dans un processus historique. Nous désirons continuer à produire des expositions sur des phénomènes sociaux anthropologiques contemporains. Et cette réflexion pourrait se faire avec des acteurs et des actrices de groupes concernés par nos collections. Cela ne s'est pas encore fait au MEN, mais ce sont des projets qui peuvent tout à fait être développés.

Y.L.: C'est effectivement une critique qu'on peut adresser aux musées d'ethnographie en général. En tenant un discours postcolonial sur les collections, on reste dans un discours de spécialistes sur le musée, passionnant et nécessaire, mais qui n'intéresse pas forcément le public, et en particulier les personnes qui ont été touchées par cette histoire coloniale.

M.L.A.B.: De quelle façon le MEG et le MEN communiquent-ils sur les liens de leur institution avec le passé colonial?

B.W.: Actuellement, tout l'accrochage de la collection permanente du MEG porte sur la provenance des collections et l'origine de l'institution. J'aimerais le repenser, et une des possibilités serait d'avoir une exposition davantage consacrée aux racines coloniales des collections, et en particulier à la violence des collections coloniales. Cela permettrait peut-être de boucler une page historique et de pouvoir relancer un cycle d'expositions plus ancré sur des questionnements contemporains et plus globaux. En voyageant récemment, j'ai été frappé de voir que, notamment en Afrique, les populations extrêmement jeunes ne se préoccupent pas de toutes ces histoires. C'est la perspective du futur qui les intéresse avant tout. J'aimerais y consacrer davantage de réflexion. Le musée n'est-il pas un lieu tant pour se poser des questions telles que «qui suis-je», «où suis-je», etc. qu'un lieu pour mettre l'avenir en perspective? Un lieu où offrir des possibilités, ou des clés, décentrées, comme des perspectives africaines ou indiennes pour repenser le futur? J'ai l'impression que l'institution est très fortement ancrée dans le présent et un peu engloutie dans le passé, alors que le monde extérieur est surtout orienté vers le futur.

Y.L.: L'exposition permanente du MEN revient aussi sur l'histoire des collections: comment ont-elles été acquises et acheminées jusqu'à Neuchâtel? Quels buts scientifiques et quels rapports humains évoquent-elles? Mais nous avons également choisi d'aller plus loin, dans le sens de ce qu'évoque Boris [Wastiau]. Notre nouvelle présentation invite à repenser les objets dans une optique contemporaine: en quoi des objets – qu'ils soient anciens ou nouveaux – permettent-ils de lire une perpétuation ou au contraire un changement dans les rapports de force interculturels? Cette ligne sera approfondie

dès l'automne prochain, avec un cycle d'expositions temporaires abordant des thèmes d'actualité. La première portera notamment sur le tourisme comme une manière de penser la mobilité aujourd'hui: qui est habilité à se déplacer? Qui est refoulé aux frontières? Quels sont les imaginaires et les matérialités qui se déploient à la clé? Et surtout, comment penser cette réalité au-delà des stéréotypes? Le touriste est volontiers affublé de tous les maux de la prédation et du néo-colonialisme. On est pourtant toutes et tous des touristes, à un moment ou à un autre. Comment gérer une telle ambiguïté? La figure du touriste offre de bonnes pistes pour réfléchir à soi et aux autres dans le monde contemporain, même si nous ne sommes qu'au début de la réflexion.

Ambivalences et paradoxes du contexte suisse

M.L.A.B.: Concernant le discours décolonial même, pensez-vous que, dans le contexte muséal suisse, il diffère de ceux tenus en France, en Belgique que vous connaissez bien Boris Wastiau², en Allemagne ou en Angleterre?

B.W.: Je ne sais pas ce qu'est le discours décolonial. Si c'est dans le domaine académique, je dirais qu'en Suisse nous avons des chercheuses et chercheurs qui participent de cette mouvance au niveau international et certainement au même niveau. Dans le domaine muséal, ou de la culture en général, il y a une forme d'amnésie par rapport au passé colonial, même si elle est différente de celle qu'on trouve en Belgique ou en France. Aujourd'hui personne ne peut plus ignorer les colonies, mais certains aspects, ou certaines formes de colonialisme, ont fait l'objet d'un refoulement. En Suisse, le public ignore généralement tous les liens que le pays a pu avoir depuis le 16^e siècle avec les différents projets coloniaux, qui vont des empires hollandais au Congo de Léopold. Prenons l'exemple d'Henri Dunant (1828-1910), prix Nobel de la paix et fondateur de la Croix-Rouge. Que fait-il à Solferino en 1859, lorsqu'il s'émeut du sort des soldats blessés sur un champ de bataille? Il y est allé à la rencontre de l'Empereur Napoléon III pour discuter de sa colonie de Sétif, en Algé-

rie. Son co-fondateur Gustave Moynier (1826-1910), juriste spécialisé dans les affaires coloniales, est Consul permanent de l'État indépendant du Congo à Genève durant de nombreuses années. Nous avons un chercheur qui a travaillé sur l'engagement des sociétés de géographie dans différents projets coloniaux³. Il y a des liens partout. L'exposition actuelle au MEG sur les religions en Afrique⁴ permet de rappeler que Genève, Bâle, Fribourg ont produit, années après années, des cohortes de missionnaires ayant servi dans toutes les colonies, avec toute une culture coloniale derrière, des «villages nègres» aux «têtes de nègres». Mais les gens aujourd'hui n'en n'ont pas la même conscience qu'en Belgique ou en France.

G.M.: Avec les mêmes ambivalences et les mêmes paradoxes aussi dans la part de l'engagement. Par exemple, des missionnaires ont parfois joué un rôle dans l'émancipation et dans la décolonisation: ainsi au Mozambique, Eduardo Mondlane, qui va devenir l'un des présidents du mouvement de libération du Mozambique [FRELIMO], est formé par des missionnaires protestants. Tous ces paradoxes apparaissent dès qu'on étudie l'histoire en détail. Si on prend les employés neuchâtelois partis pour le Congo, engagés par la Belgique, on a tout le panel: de la personne qui va le plus soutenir le projet colonial jusqu'à celle qui s'y oppose, rentre et écrit un livre critique. Mais ce n'est pas une spécificité helvétique, on trouve cela aussi dans les autres pays.

Y.L.: Ce phénomène, qu'on résume à l'étiquette «colonialisme», a été très différent selon les époques, et selon les pays en cause. La grande particularité de la Suisse est que, même si elle a participé à plusieurs empires coloniaux, il n'y avait pas un colonialisme d'État. Par conséquent, le discours y est plus fragmentaire que dans les pays voisins.

B.W.: Comme le dit Yann [Laville], il y a l'État et le fait qu'aujourd'hui les pays demandent des comptes à l'État. Les rapports de force entre les États ex-coloniaux et ex-colonisés sont en jeu. Les journalistes parlent actuellement de restitution comme si c'était un sujet neuf mais uniquement parce qu'il y a un renouveau de l'intérêt au niveau des États avec Emmanuel Macron qui fait des discours en ce sens⁵.

² Avant d'être directeur du MEG, Boris Wastiau a été conservateur à la section d'ethnographie du Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren (Belgique), de 1996 à 2007.

³ Fabio Rossinelli, assistant diplômé à l'Université de Lausanne, a reçu le Prix de Faculté 2014 pour ses excellents résultats généraux et pour la qualité de son mémoire de maîtrise intitulé «La Société de géographie de Genève et l'impérialisme suisse (1858-1914)», dirigé par le Professeur Sébastien Guex.

⁴ Exposition *Afrique. Les religions de l'extase*, présentée au MEG du 18 mai 2018 au 6 janvier 2019.

⁵ Voir le discours d'Emmanuel Macron à l'Université de Ouagadougou le 28 novembre 2017: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/29/le-discours-de-ouagadougou-d-emmanuel-macron_5222245_3212.html, consulté le 28 novembre 2017.

Or, il ne faut pas laisser entendre que l'expérience suisse et des Suisses n'est pas une expérience coloniale aussi. On pourrait utiliser le terme d'impérialisme pour parler de certains aspects actuels du colonialisme, quand on pense notamment aux multinationales basées en Suisse qui perpétuent ces inégalités.

Y.L.: En Suisse, il n'y a pas de grandes déclarations comme celles de Macron, ou de grands programmes de mémoire collective. Mais ce sont des sujets qui sont abordés assez régulièrement depuis les années 1960 dans les musées, parce qu'ils ne sont pas sous contrôle étatique. Ce que les musées français ne peuvent par exemple pas faire, ou avec des garde-fous plus contraignants. Nous n'avons pas fait le bilan complet de cette période et il y a encore beaucoup de choses à découvrir, toute une histoire à écrire.

G.M.: J'ajouterais qu'après la Seconde Guerre mondiale un projet autour de la coopération se développe en Suisse. Cela a peut-être parfois contribué à déculpabiliser un peu les gens?

B.W.: Je voudrais faire deux remarques par rapport à cette culpabilité. Si je reconnais que c'est important pour certain·e·s, et que c'est historiquement important d'y penser, je ne porte aucune culpabilité dans ma démarche. J'en aurais, si je ne respectais pas mes engagements et mes devoirs en tant que directeur de musée, conservateur, historien et anthropologue. Pour moi, l'important est de produire des données nouvelles et d'en assurer la médiation. Il n'y a pas de culpabilité au MEG.

Un point important que souligne Yann [Laville], c'est la liberté d'expression qu'on a en Suisse. Elle est en revanche tout à fait exceptionnelle comparativement à ce qu'on trouve ailleurs dans le monde. Bien qu'il y ait des centaines d'articles en Europe sur la restitution, les Français, les Belges ou les Anglais ont parfois les plus grandes difficultés à porter un regard critique sur leurs propres collections, sur leurs propres institutions, sur leurs propres traditions. En partie parce que les institutions sont *très* puissantes et ne permettent pas d'écarts. Dans certains pays en Europe, soit on n'ose pas, soit on n'est pas autorisé, soit on peut se permettre de ne pas aborder ces questions. En Suisse, nous avons vraiment une liberté d'expression encadrée de manière très simple. On s'engage à être précis d'un point de vue scientifique, à respecter un certain nombre de normes; et après, il y a une grande liberté de ton qui permet d'aborder, peut-être, des questions de colonisation de manière plus sensible. Il y a beaucoup d'endroits où on n'a tout simplement pas l'autonomie pour parler comme ça. Pour ma part j'apprécie beaucoup de pouvoir travailler dans un tel contexte.

G.M.: C'est aussi notre cas évidemment. Nous avons une liberté totale, même au niveau politique. Beaucoup de nos collègues français·e·s nous disent qu'elles/ils n'oseraient pas tenir ce genre de discours parce que le maire ou les collectivités s'y opposeraient. Il y a une autocensure plus forte que chez nous. Grâce à cette liberté de ton, nous pouvons développer une position critique qui permet le débat. Si on amoncelle toutes les restrictions avant de produire un discours, on risque d'éviter précisément le débat. Même si on se trompe. Prenons les études de publics. Il est important de savoir quel public vient, mais si on y prête trop attention, on ne produit plus notre propre discours, mais celui que les gens pourraient vouloir entendre. Si on veut que cela réponde à une attente, cela ne devient plus forcément intéressant.

Y.L.: Il y a le risque de pousser dans l'extrême. Le vice des musées est de penser qu'ils sont utiles à la société, que les gens ont absolument besoin d'eux et que, si les réfractaires nous connaissaient mieux, ils nous apprécieraient automatiquement. On peut aussi respecter le fait que des gens ne s'intéressent pas aux musées, n'adhèrent pas aux propositions. C'est un peu caricatural mais parlant. Il ne faut peut-être pas trop anticiper les attentes du public ni chercher par tous les moyens à faire venir celles et ceux qui nous échappent.

Le musée et ses publics

F.S.: Vous parlez de deux types de publics mais, en réalité, il y en a plus. L'idéal décolonial veut justement adresser cette pluralité.

Y.L.: Nous sommes tous d'accord: nous souhaitons un échange. Mais dès qu'on avance des arguments de nature politique, on constate une fétichisation des communautés. On parle en leur nom, on veut les développer, les éduquer, les envoyer au musée. Et parfois on s'aperçoit qu'on a oublié de leur demander ce qu'elles souhaitent pour elles-mêmes. Certaines communautés, notamment de migrant·e·s, sont souvent dans des situations compliquées, précaires, et ont d'autres priorités qui méritent d'être résolues avant d'accéder au musée. Ainsi nous tombons dans un discours qui tourne autour du musée, de la culture, de la politique en éludant complètement des problèmes très contemporains comme le racisme ambiant, les difficultés pour se faire naturaliser, ou les difficultés d'accès au monde de l'emploi et au logement. Les musées n'ont pas vertu à panser toutes les plaies du monde.

M.L.A.B.: Non, bien sûr. Mais en ce qui concerne notamment le racisme, le musée a un rôle à jouer, à mon sens, dans la prise de conscience de cette problématique, que ce soit en Suisse ou ailleurs. Comment se positionnent vos musées sur cette question? Comment cela se matérialise-t-il par rapport au public?

G.M.: Par exemple, l'exposition *La marque jeune*⁶ sur la problématique de la rébellion de la jeunesse et de la consommation avait été pensée comme une boîte à outils pour dialoguer avec des enseignant·e·s et des élèves. Dans ce cas, nous avons mis en œuvre une démarche de médiation pour toucher ce type de public. D'autres expositions ont été réalisées avec des communautés étrangères, avec des interventions plus petites comme l'exposition *Home Sweet Home*⁷ développée avec des étudiant·e·s.

Y.L.: Cette exposition portait sur des récits de vies de migrant·e·s à Neuchâtel, documentés par une journaliste pendant plus de dix ans. Il s'agissait de donner une forme à ces récits et de permettre une prise de parole des dit·e·s migrant·e·s. La journaliste avait organisé – l'idée me semblait maladroite – des «arbres de paroles» en référence aux baobabs africains. Les gens devaient venir raconter leur parcours de vie, la fuite d'une situation de guerre, l'arrivée en Suisse. Malgré ce cadre un peu discutable, cela a produit quelque chose d'extrêmement émouvant.

Dans le contexte de notre dernière exposition, nous présentons une collection de parures de plumes récemment constituée par Claire Martin, une femme papoue et suisse. C'est son grand-père qui l'a sensibilisée aux questions de traditions lorsqu'elle est retournée en Papouasie. Elle a pris sur elle de faire un travail de sauvegarde extrêmement détaillé, notamment pour collecter ces parures. Pour la Nuit des musées, nous l'avons invitée à faire des visites, avec ses outils de compréhension, son émotivité, racontant des choses que nous ne savions pas. Elle devait faire visiter la salle pendant dix minutes, et elle a tenu le public en haleine pendant deux heures, en expliquant ce que c'est que d'avoir deux cultures, ce qu'elle a compris de la culture de ses grands-parents dans laquelle elle n'a pas grandi. C'était très intéressant comme dynamique.

Expositions et processus relationnels créatifs

M.L.A.B.: Un des aspects fondamental de la décolonisation est d'opérer un décentrement du champ des savoirs, afin de produire de nouvelles épistémologies, ou des «épistémologies du Sud» (Santos 2014). Dans le contexte muséal, ce décentrement concerne tant les représentations visuelles que le langage qui l'accompagne. De quelle façon s'incarne-t-il au sein du MEG et du MEN?

⁶ Exposition présentée au MEN du 28 juin 2008 au 17 mai 2009.

⁷ Exposition présentée au MEN du 13 juin au 29 septembre 2013.

B.W.: Avant d'avoir une réflexion théorique et épistémologique sur l'évolution de l'exposition au MEG, rappelons qu'une exposition est le résultat de très nombreuses relations sociales et d'un travail avec des personnes qu'on côtoie parfois pendant très longtemps avant de trouver une occasion de collaborer. Cela implique vraiment énormément d'intervenant·e·s. Je vois les projets d'expositions avant tout comme des projets d'expériences, de nous dans le monde en tant qu'anthropologues. L'anthropologie est une forme de décentrement permettant de se confronter à des traditions et à des systèmes de pensée complètement différents. Avant de penser aux accrochages et aux objets, il faut envisager l'expérience de l'exposition comme un processus relationnel très créatif, pas essentiellement intellectuel, mais aussi émotionnel et sensible. C'est au sein de ce processus que je m'inquiète de savoir quelle est la pertinence du propos que je peux apporter. Dans cette idée de décoloniser le musée, il s'agit, même si ce n'est pas nouveau comme pratique, de partager davantage le commissariat, de casser le monopole du discours pour déployer une réflexion *commune*, décentralisée, et véritablement globale. Et ceci en développant, sur les cinq continents, un réseau de personnes avec qui réfléchir à des thématiques ayant une pertinence à un niveau beaucoup plus large pour trouver un point de convergence.

Y.L.: Nous allons dans le même sens. Pour nous, les dialogues sont importants. Mais d'un autre côté, l'expression «épistémologies du Sud» me déplaît, car elle entérine l'idée qu'on comprend le monde d'une manière radicalement différente avec ce risque qu'on ne puisse plus dialoguer. C'est un concept qui peut devenir dangereux. Il faut toujours essayer au contraire d'ériger des passerelles et de négocier des points de vue intermédiaires. Par rapport à cette utopie de la décolonisation, ce n'est pas uniquement en allant chercher des curateurs et des curatrices en Afrique ou en Amérique du Sud que cela va changer. C'est en questionnant la nature même des pratiques de conservation et d'exposition.

G.M.: Il est nécessaire de comprendre les champs de force et nos positionnements en tant qu'institution helvétique dans le monde. C'est pour cela que faire l'histoire de nos institutions était indispensable. Dans l'idée de musée comme laboratoire, il y a des choses que nous n'avons pas encore testées et que nous aimerions expérimenter. Pour le moment, c'est aussi avec des relations internationales, aussi avec des projets de chercheuses et chercheurs et de personnes qui réflé-

chissent à d'autres manières de faire des recherches en anthropologie. Rien n'empêche qu'il y ait à l'avenir des collaborations avec des personnes concernées par nos collections. Prendre des risques est fondamental pour nos musées.

La question de la restitution

F.S. et M.L.A.B.: Dans le contexte décolonial, beaucoup de théoricien-ne-s, mais aussi des critiques du musée d'ethnographie, disent qu'il faut absolument restituer les objets spoliés ou acquis durant la période coloniale dans des conditions pas toujours transparentes. Ce serait le premier pas vers la décolonisation. C'est une question importante. Quelle est votre attitude par rapport à celle-ci?

Y.L.: Il y a l'ambiguïté même du concept d'objet. Il n'y a pas que des objets sculptés en bois ou en métal. Le week-end dernier au colloque au Royal Anthropological Institute à Londres⁸, de nombreuses personnes disaient ne pas montrer d'objets dans des vitrines, mais plutôt présenter des photographies faites dans le cadre de relations avec une communauté donnée. Il s'agit d'images qui pourraient être imprimées sur du papier photo – en l'occurrence elles sont présentées sur des écrans vidéo, des iPads. Ce sont des éléments qu'on pourrait inventorier, auxquels on pourrait donner une cote pour les faire rentrer dans la collection et en faire des objets physiques. Et je pense que les collections vont se renouveler de plus en plus en intégrant ce type de matériau. Il ne faut pas être rivé à l'objet, mais il ne faut pas en avoir particulièrement honte non plus.

Mais pour revenir à la question de la restitution, le problème se pose toujours par rapport à des objets considérés comme particulièrement rares et anciens. Ce ne sont pas des questions qui se posent à l'heure actuelle sur des collections récentes d'art d'aéroport ou de produits issus de la société de consommation globalisée. Est-ce qu'un jour on nous demandera de rendre les boîtes de conserves qu'on a acheté en Afrique ou des Barbies qui ont un phénotype ghanéen? Il y a des catégories qui n'appellent, certes, pas de commentaire. Typiquement quand on a affaire à des restes humains, à des objets spoliés dans un cadre militaire où ils ont été arrachés à des gens qui voulaient les garder. Mais il y a des cas plus ambigus, comme lorsqu'ils ont été achetés dans des conditions de marché plus ou moins standards.

Qu'est-ce qu'il faut restituer? Et quelle est la part de coproduction autour de ces objets? Une partie d'entre eux n'avait pas vocation à durer, ils ont été soustraits à un cycle de destruction et sans l'ethnologue ils n'auraient pas survécu. Aujourd'hui, faut-il insister pour les rendre? Nous n'avons pas d'avis tranché sur la question de la restitution. Tous les cas sont recevables et doivent être étudiés. La restitution n'est pas automatique, et ne doit pas être faite à n'importe quelle condition. Sans vouloir perpétuer de modèle colonial, je dirais qu'il n'y a pas toujours un musée à l'autre bout de la chaîne susceptible de conserver selon les normes durables, en garantissant un accès public.

G.M.: Si ces demandes commencent à se poser, cela va donner des lieux de dialogues passionnants. En tant qu'anthropologue, on ne peut qu'être captivé par ces débats. Les demandes de restitution n'abondent pas au MEN. Il est intéressant de voir qui les formule et d'où elles proviennent. Lorsqu'une demande arrive, on demande des informations qui ne viennent pas forcément. Les cas de restitution dans l'histoire du musée sont assez rares.

M.L.A.B.: Quel type d'objets ces cas de restitution concernent-ils en général?

G.M.: Il y a l'exemple très bien documenté d'une chasuble volée dans la cathédrale d'Asunción en 1868 lors de la guerre de la Triple-Alliance. Elle a été restituée en 1926 au Paraguay contre des objets de Patagonie offerts par le Consul du Paraguay en Suisse, un Neuchâtelois d'origine qui avait fait un voyage d'exploration dans la région à la fin du 19^e siècle.

B.W.: Au MEG il n'y a jamais eu, à ma connaissance, de demandes officielles de restitution. Un de mes prédécesseurs, Louis Necker, a anticipé en renvoyant une tête maorie scarifiée en Nouvelle-Zélande, mais c'est tout. Nous sommes intervenus dans des demandes de restitutions, mais sur des collections externes, privées, ici à Genève. Je regrette en quelque sorte qu'il n'y ait rien au MEG parce que j'aimerais avoir ce genre de débats. Dans les faits, si on regarde l'Afrique, il y a Benin City (Nigéria) qui voudrait avoir ses bronzes et le Bénin qui réclame un trésor royal, pillé à la fin du 19^e siècle⁹. Je ne connais pas bien la situation, mais il y a des enjeux bien particuliers. Qui finance cette dernière demande? Et puis quelle serait la pertinence d'une restitution dans des

⁸ Colloque «Art, Materiality and Representation», 1-3 juin 2018, Clore Center, British Museum, Londres.

⁹ À l'heure où cette interview est retranscrite en novembre 2018, la France déclare «rendre sans tarder» vingt-six objets spoliés par l'armée française en 1892 et réclamés par les autorités béninoises. Cette déclaration s'inscrit dans la politique de restitution d'Emmanuel Macron et fait suite au rapport réalisé dans ce cadre par l'historienne française Bénédicte Savoy et l'écrivain sénégalais Felwine Sarr. Voir *Le Monde* du 23 novembre 2018: https://www.lemonde.fr/arts/article/2018/11/23/la-france-va-rendre-sans-tarder-26-uvres-d-art-au-benin-annonce-l-elysee_5387860_1655012.html, consulté le 23 novembre 2018.

contextes culturels très modifiés depuis la collecte, comme au Congo ou au Ghana où 80 % de la population est désormais pentecôtiste? Je suppose que les masques des ancêtres n'intéressent pas grand monde puisque ce n'est pas un type de demande qu'on voit venir. En fait, *qui* ces histoires intéressent-elles? Les demandes de restitution sont aujourd'hui à la mode parce qu'il y a eu un discours de Macron. Mais s'il n'y a pas en même temps un intérêt politique, un intérêt médiatique ou un intérêt financier, cela n'intéresse personne. C'est dommage, car nous aimerions davantage engager avec les populations qui se disent les ayants droit de ces objets.

Y.L.: Il est intéressant de constater que les calendriers ne sont pas synchrones. Macron a remis la compresse avec son discours, alors qu'en fait dans le domaine des musées ces questions de restitution sont devenues presque ennuyeuses, parce que cela fait dix ans qu'on nous rebat les oreilles avec.

B.W.: Et encore, cela pourrait être intéressant de dire: «Nous décidons de restituer ces collections».

M.L.A.B.: *Oui, parce que jusque-là nous parlions de personnes qui vous contactent pour demander une restitution, mais le musée ne pourrait-il justement pas avoir l'initiative de dire: «Cet objet, il faudrait peut-être le rendre», comme vous l'avez évoqué, Boris Wastiau, avec le retour volontaire de la tête maorie?*

B.W.: Le MEG n'est pas autonome en la matière. Nous sommes sous l'autorité du Conseil administratif de la ville de Genève et *in fine* du Conseil municipal et nous avons un partenaire au niveau national (le Service spécialisé transfert international des biens culturels de l'Office fédéral de la culture (OFC)). Ce n'est pas une décision qui pourrait se prendre de façon unilatérale. Mais je trouverais intéressant d'avoir une politique de restitution. Dans l'autre sens, je fais face pratiquement tous les ans à du harcèlement de la part de l'officier responsable des restitutions au Te Papa Museum qui me demande si on a des restes humains. Je lui réponds que la tête, *Te Mokoï*, a été renvoyée volontairement il y a 29 ans et puis il n'y a pas de réponse. Ils ont juste l'annuaire des musées et envoient la même question tous les ans à tous les musées. En revanche, il m'a fallu des années pour obtenir une réponse, qu'on localise cette tête restituée autrefois et que l'on fasse acter la dévolution de la propriété à la Nouvelle-Zélande. C'était intéressant. De leur point de vue, il n'y avait plus aucun intérêt à échanger puisque l'objet contesté était retourné au pays.

G.M.: Le musée peut aussi parfois décharger les gens. Je me souviens d'une scène assez étonnante de personnes qui nous avaient amené des *tsantsas*¹⁰ retrouvées dans leur grenier. C'était terrible d'avoir cela chez eux et ils ne savaient pas quoi en faire. Finalement l'institution muséale n'est-elle pas peut-être à même de porter ce fardeau-là?

Y.L.: Cela dépend de ce qui intéresse les gens. Un Inuit est venu visiter le musée. Les objets ne l'intéressaient pas. Par contre, nos archives photographiques le passionnaient parce qu'il y a un processus de mémoire au Canada: les Inuits cherchent à se réapproprier leur passé, à remettre des visages sur les noms. Il insistait beaucoup pour qu'on essaye de développer un partenariat avec ce «*naming project*», qu'on donne accès à nos archives afin que les gens puissent voir des photographies anciennes qui sont assez peu nombreuses sur cette région précise de la baie d'Hudson. Là, il voyait vraiment un intérêt et ce n'est pas forcément celui qu'on aurait pu spontanément imaginer en tant que muséologue.

Stratégies contemporaines de collection

F.S.: *L'archive ancienne est une chose, mais que faites-vous avec l'archive qui est en train de se faire? Quelles sont les stratégies de collectes actuelles?*

G.M.: Nous n'avons pas des fonds considérables pour acquérir des collections. Tout ce qui relèverait par exemple d'achats de pièces du marché de l'art est absolument impossible pour une institution comme la nôtre. Et d'ailleurs, ce n'est pas forcément intéressant. Mais ces pièces peuvent arriver par le biais de legs. Nous collectionnons des pièces en lien avec nos expositions. Ainsi cela peut être des objets d'ici, du monde contemporain, industriel, que nous jugeons significatifs, car ils nous permettent d'illustrer ou de déployer une problématique. Nous continuons ce type de collections parce que les objets peuvent être intégrés à un processus de recherche.

Y.L.: Nous faisons aussi des «mini-terrains», c'est-à-dire de petites missions ethnographiques condensées sur quelques jours, pas forcément dans des magasins, mais aussi dans des lieux de vie, de pratique sociale, etc. Par exemple, nous avons fait du terrain pendant cinq jours au Paléo Festival de Nyon pour observer la matérialité des festivaliers. Comme c'est un phénomène social d'envergure, très révélateur de notre

¹⁰ N.D.L.R. Le titre de la revue, volontairement énigmatique, se réfère à l'ancienne pratique des Shuar (Jivaro) de la réduction des têtes et à un savoir très riche, tant technologique que symbolique, visant à s'approprier l'identité de l'autre. Cette pratique peut aussi, métaphoriquement, représenter le projet anthropologique et ses paradoxes.

époque, nous avons constitué une collection autour. Plus généralement, nous travaillons aussi avec des chercheuses et chercheurs qui nous font bénéficier de leurs connaissances et de leurs réseaux pour acquérir des objets qui – sans être nécessairement traditionnels ou artistiques – documentent des pratiques sociales actuelles.

B.W.: Bien qu'il y ait une certaine émulation autour de ce qui se fait à Neuchâtel, lorsque je suis arrivé au MEG, j'ai rapidement décidé d'adopter une pratique de collection complètement différente car elle n'était, de mon point de vue, pas viable pour le musée. Il faut pouvoir assumer les conséquences de ce genre de démarche en termes de conservation, d'inventaire, d'interprétation, d'utilisation dans les expositions. Nous avons ainsi écarté tout ce qui relevait des productions industrielles contemporaines, à partir du moment où ce ne sont pas des objets qui sont repris, remaniés ou réinterprétés, pour nous concentrer sur les cultures matérielles traditionnelles ou néo-traditionnelles et la création contemporaine. La priorité est la démonstration de l'utilité de l'objet, de sa pertinence dans la collection, et de sa valorisation dans une exposition. Pendant deux ans, nous avons mené un travail d'évaluation des collections couvrant les questions de l'état de conservation, les typologies, tous les aspects de la valeur (historique, patrimoniale, biographique, sur le marché, de remplacement, etc.) afin d'envisager un certain «désherbage» d'un pan des collections. Cette année, nous préparons au second semestre un nouveau plan stratégique et allons revoir encore une fois la politique d'acquisition, car cela implique, entre autres, la question du coût des collections (l'inventaire, le nettoyage, la conservation, l'emplacement, la stabilisation, etc.) qui a un impact sur le budget du musée. On peut se demander si nous n'avons pas atteint un stade de patrimonialisation à outrance. Faut-il absolument vouloir tout conserver?

Y.L.: En vous concentrant sur les forces des collections et les objets de prestige, les beaux spécimens, tout ce qui fait en partie le sel de l'ethnologie, et en délaissant la documentation de la vie quotidienne, les objets de peu, est-ce que finalement vous ne mettriez pas l'accent sur ce qui a été critiqué dans le cadre de ce discours postcolonial ou décolonial?

B.W.: Les objets du quotidien font partie de l'histoire. Mais entre cinq et quarante-cinq machines à coudre il y a une différence, de taille et de coût, quant à la place que cela occupe. Je ne veux plus de dépôts d'objets. C'est saturé. Donc il faut pouvoir oser faire des choix. Je ne veux pas du tout gommer cela, parce que cela fait partie de l'histoire des collections, de l'institution, de certaines périodes. Mais la démesure de certains pans de cette collection est à revoir. C'est un choix, et il y a toujours un risque.

Y.L.: Un des paradoxes de notre époque est de produire beaucoup d'objets sur le marché qui disparaissent très rapidement, et qui ne sont pas documentés. Nous observons une augmentation du nombre de demandes de prêts pour ces objets entrés les vingt dernières années dans nos collections. Des sent-bon de voiture en forme de Padre Pio ont fait plusieurs expositions majeures en Europe liées au fait religieux et ont une carrière d'objets qu'on n'aurait pas pu anticiper. C'est aussi une leçon d'humilité pour les conservateurs et les conservatrices. Il y a des choses dans la culture matérielle dont nous ne soupçonnons pas nous-mêmes, en tant que spécialistes, l'importance qu'elles pourraient prendre ces prochaines années. Mais nous avons aussi des problèmes de place. Parallèlement, il faut également voir l'évolution de la pratique du legs, beaucoup d'objets arrivent en étant donnés. Avant c'étaient les missionnaires, les colons, les ethnologues, et aujourd'hui ils sont remplacés par les touristes. Nous ne voulons pas renoncer à de nouvelles acquisitions, et nous essayons autant que possible de nous donner les moyens d'augmenter la superficie de stockage. Dire qu'un musée n'acquiert plus, et surtout pas de collections contemporaines, poserait un problème d'identité par rapport à notre programme d'anthropologie culturelle matérialiste. Nous aimons cette idée de pouvoir continuer à réfléchir et à documenter notre époque à travers les objets.

B.W.: Au MEG, la priorité va aussi aux créations contemporaines, mais aux créations originales et non pas industrielles. Dans toutes les dernières expositions, nous avons fait des acquisitions et des commandes. Pour les arts visuels d'Afrique, nous avons des collections de peintures d'Albert Lubaki des années 1920, de Madagascar des années 1930, ou de la photographie de Dakar des années 2010. Nous avons des œuvres d'arts plastiques et visuels australiens contemporains, des installations vidéo. Tout cela rentre dans les collections aussi et avec plus de pertinence aujourd'hui par rapport à l'histoire de l'institution, par ce qu'on aura fait pour conserver une trace de nos activités, plutôt que d'avoir une pratique où les choses entrent un peu aléatoirement.

G.M.: Nous acquérons aussi des créations originales, notamment celles qui témoignent d'une relation créative interculturelle. C'est le cas par exemple de plusieurs statues réalisées par le Ghanéen Kudjoe Affutu mais dessinées par M.S. Bastian/Isabelle L., des artistes biennois qui souhaitaient qu'un des personnages de leur œuvre soit sculpté par un sculpteur africain et qui ont utilisé la médiation de l'ethnologue suisse Regula Tschumi pour y parvenir.

Politiques de recrutement du personnel

F.S.: Pour finir, nous aurions aimé aborder un point qui concerne moins le commissariat ou les collections que le recrutement de personnel. À New York, il y a eu beaucoup de protestations lorsqu'une

conservatrice blanche – Kristen Windmuller-Luna – a été nommée au Brooklyn Museum en tant qu'experte pour l'art africain¹¹. Il y a eu heureusement des réponses très nuancées, mais c'est une question difficile à éluder quand on veut être un musée qui se préoccupe de sujets globaux. Quelle est votre position par rapport à la politique du recrutement du personnel?

B.W.: C'est une grande question. On a le personnel qu'on peut avoir et on n'a pas nécessairement le choix, ni toute la latitude pour tout changer. Le personnel du MEG est très à l'image de la population genevoise: nous avons des gens «de partout», qui sont venus ou dont les ascendants sont issus d'autres continents. Pour répondre aux questions que se poseraient les détracteurs de la controverse du Brooklyn Museum, les gens d'origine sud-américaine ou africaine au MEG ne sont pas tous les technicien-ne-s de surface ou les surveillant-e-s de salle, elles / ils occupent aussi des postes à responsabilité.

Y.L.: Neuchâtel est une ville moins cosmopolite que Genève, et cela se ressent dans l'équipe. Il y avait un problème de genre qui est en train d'être rectifié, mais c'est quand même problématique d'imaginer devoir recruter sur la base de quotas raciaux. Nous cherchons d'abord des bons collaborateurs et des bonnes collaboratrices, des personnes intéressantes qui ont des choses à dire. Nous essayons de corriger le tir en développant aussi des collaborations avec des chercheuses et chercheurs externes. Mais nous n'avons jamais suivi de ligne directrice de ce type-là. Cela a été assez critiqué par des ethnologues, ou ethnomusicologues comme Deborah Wong qui est d'origine asiatique et qui disait qu'aux conférences où elle est invitée elle est la femme de minorité de service mais que cela ne lui donne pas plus de pouvoir et que cela ne change pas les choses à l'intérieur. Il y a donc parfois un peu d'hypocrisie dans ce type de démarche.

G.M.: Dans les années 1960, Jean Gabus [directeur du MEN] a engagé des stagiaires africains – cependant il est aujourd'hui plus difficile de le faire pour des raisons liées aux garanties financières exigées par les services d'immigration. Mais nous explorons des solutions pour l'avenir.

¹¹ Sur cette controverse voir notamment: Tim Schneider, «The Gray Market: Why the Brooklyn Museum Hiring Controversy Shows We Need Structural Action on Arts Diversity (and Other Insights)», *Artnet News*, 2 avril 2018. En ligne: <https://news.artnet.com/market/gray-market-brooklyn-museum-diversity-1257761>; Teju Adisa-Farrar, «Why are white curators still running African art collections?», *The Guardian*, 3 avril 2018. En ligne: <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/apr/03/brooklyn-museum-white-curators-african-art-open-letter>; «After Controversial Hire, Activists Call For Brooklyn Museum to Form Decolonization Commission», *Artforum*, 5 avril 2018. En ligne: <https://www.artforum.com/news/after-controversial-hire-activists-call-for-brooklyn-museum-to-form-decolonization-commission-74909>.

RÉFÉRENCE

Santos Boaventura de Sousa. 2014. *Epistemologies of the South: Justice Against Epistemicide*. Londres / New York: Routledge.

AUTEUR·E·S

Yann Laville a étudié l'ethnologie à l'Université de Neuchâtel et termine actuellement un doctorat à l'Université de Berne. Il s'intéresse notamment aux phénomènes d'échange, d'appropriation, de résistance et de recomposition identitaire à travers le prisme de la musique. Depuis 2000, il collabore régulièrement aux expositions du Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN), avant d'y être nommé conservateur-adjoint (2006) puis co-directeur au côté de Grégoire Mayor (2018). Parallèlement, il est aussi chargé d'enseignement en ethnomusicologie à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel. Depuis 2016, il collabore au programme de Master interdisciplinaire en ethnomusicologie qui associe les Universités de Genève, de Neuchâtel ainsi que la Haute École de musique de Genève.

Grégoire Mayor est conservateur au Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN) qu'il co-dirige avec Yann Laville depuis mai 2018, après avoir été conservateur-adjoint dans la même institution depuis 2006. Il est également chargé d'enseignement en anthropologie visuelle à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel et conduit une recherche filmée, à l'Université de Bâle, sur les sculpteurs de masques du Lötschental (VS). Il fait également partie du comité de direction de la revue en ligne *ethnographiques.org*, du comité de MEMORIAV, de la commission audiovisuelle de la Société suisse d'ethnologie et de l'Association recherche ethnologie cinéma (AREC) à Neuchâtel.

Musée d'ethnographie de Neuchâtel
Rue Saint-Nicolas 4
CH-2000 Neuchâtel

Boris Wastiau a étudié les sciences sociales, l'anthropologie et les arts non-européens à l'Université libre de Bruxelles, l'Université de Coimbra et à l'Université de East Anglia (School of World Art and Museology, Sainsbury Research Unit), où il a obtenu un doctorat. Après avoir assumé une charge de conservateur à la section d'ethnographie du Musée royal de l'Afrique centrale (Belgique) de 1996 à 2007, il a été nommé conservateur au Musée d'ethnographie de Genève (MEG), puis directeur de cette même institution en 2009, qu'il a eu la mission d'agrandir, de restructurer et de réorienter. Auteur de diverses expositions et publications sur les religions africaines, sur le chamanisme, mais aussi sur le colonialisme et l'histoire des muséologies coloniales, il est également professeur titulaire à l'Unité d'histoire et anthropologie des religions à l'Université de Genève.

Musée d'ethnographie de Genève
Boulevard Carl-Vogt 65-67
CH-1205 Genève

Marie-laure Allain Bonilla est docteure en histoire de l'art de l'Université de Rennes 2. Spécialiste de l'histoire des expositions, ses recherches actuelles portent sur les politiques d'acquisition muséales dans un contexte globalisé et les possibilités de décoloniser les pratiques institutionnelles, à la fois dans le Nord global et dans les anciennes colonies. Elle a co-édité une anthologie de textes sur les subjectivités féministes, *queer* et décoloniales dans l'art contemporain (à paraître aux éditions iXe en 2019). En France, elle a enseigné à l'Université de Rennes 2 et à Sciences Po Paris. Elle est affiliée à l'Université de Bâle depuis janvier 2016 où elle a réalisé un post-doc au département Urban Studies et enseigné à l'Institut d'anthropologie sociale. Elle est membre du groupe de recherche Globalisation, Art & Prospective à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), Paris.

m.allainbonilla@unibas.ch

Fiona Siegenthaler est chercheuse et enseignante dans le domaine interdisciplinaire de l'art contemporain (africain), de la performance et de la culture visuelle. Elle est chercheuse associée au Visual Identities, Art, and Design Research Center (Université de Johannesburg) et à l'Institut d'anthropologie sociale à l'Université de Bâle où elle a été maîtresse de conférences de 2012 à 2018. Après sa thèse de doctorat (2012), elle a coordonné le projet de recherche *Art/Articulation: Art and the Formation of Social Space in African Cities* subventionné par le FNS (2015-2019). Elle a été Fulbright Visiting Scholar à l'Université de Columbia (2018) et a publié de nombreux articles, parus notamment dans *Critical Interventions, African Arts, Research in African Literatures, Critical Arts, et Social Dynamics*.

fiona.siegenthaler@unibas.ch

*Universität Basel
Ethnologisches Seminar
Münsterplatz 19
CH-4051 Basel*